



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

POUR NOS RETRAITES SOLIDAIRES : PAS DE TRÈVE POUR LES GRÈVES ET LES MOBILISATIONS

Le Premier ministre a reçu les confédérations syndicales, la semaine dernière, pour faire le point sur la situation sociale et son projet de réforme des retraites.

S'il s'est déclaré « ouvert à la discussion », il s'obstine à présenter sa pseudo-réforme comme un progrès social malgré l'opposition massive de la majorité des Français et le soutien majoritaire aux grévistes.

Le gouvernement reste sur une logique de passage en force et multiplie les provocations, les menaces et le mépris, face aux travailleurs et travailleuses engagés dans la grève reconductible.

Que dire des déclarations démagogues du président de la République annonçant, lors de son déplacement en Afrique, qu'il renonce à son régime de retraite à l'issue de son mandat. Comme si sa réalité était celle d'un salarié au Smic ou d'un cheminot !

Les salariés sont déterminés à obtenir le retrait de cette réforme instaurant un régime par points et l'individualisation des pensions ne faisant que des perdants. Sur la base de notre système actuel, l'un des meilleurs au monde, la CGT a fait de multiples propositions pour renforcer et financer les solidarités intergénérationnelles notamment vis-à-vis de la jeunesse et des femmes.

Même si de nombreuses professions voient leur activité stoppée pendant les fêtes (éducation, industries, services, etc.), la détermination reste intacte pour préparer une rentrée offensive et combative à l'occasion de la journée interprofessionnelle et unitaire de grève, le 9 janvier.

Dans de nombreux secteurs professionnels du privé comme du public, le conflit se poursuit. Pour tous, la détermination est intacte. La CGT organise chaque jour, partout en France, des actions, des rassemblements et des manifestations durant les fêtes.

Elle appelle les travailleurs et travailleuses, la jeunesse, les retraités et les privés d'emplois à faire du samedi 28 décembre, un temps fort de mobilisation et d'actions dans tout le pays.

Le mécontentement grandit, la pression contre le gouvernement et le patronat s'étend, y compris durant les congés scolaires.

Le gouvernement doit entendre et retirer son projet actuel. Il porte l'entière responsabilité du conflit qui touche le pays. Nous exigeons l'ouverture de négociations portant sur l'amélioration des régimes actuels.

Montreuil, le 23 décembre 2019